

<http://philosophie.spip.ac-rouen.fr/spip.php?article167>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Philosophie
Académie de Normandie

Qui a peur des études de genre ?

- Publications et formation - Articles divers -

Date de mise en ligne : lundi 13 octobre 2014

Copyright © PhilosophieEspace pédagogique académique - Tous droits

réservés

Onfray réfute les études de genre : "Les uns ont tort d'affirmer que le genre est affaire de culture ; les autres, tort d'affirmer que nous ne serions que biologie", dit-il lors d'un débat avec Fabienne Brugère organisé au "Monde".



La présumée « théorie du genre » ne cesse de susciter les passions. Obsession des catholiques intégristes, des courants droitiers ou de la mouvance rouge-brune qui la voue aux gémonies, elle est prisee par une partie de la gauche critique et gouvernementale.

Plébiscitée par les uns, tel le sociologue Eric Fassin (*Homme, femme, quelle différence ? La théorie du genre en débat*, avec Véronique Margron, éditions Salvator, 2011) ou critiquée par les autres, notamment par la philosophe Sylviane Agacinski (*Femmes entre sexe et genre*, Seuil, 2012), la voici à présent combattue par le philosophe Michel Onfray. Dans une chronique écrite en mars, intitulée « [Mauvais genre](#) » et publiée sur son propre site, le fondateur de l'Université populaire de Caen dénonce cette « nouvelle déraison » qui ferait des « ravages ». [Après une polémique déjà nourrie](#), il réitère ses propos sur Twitter, le 10 septembre (« Et si à l'école, au lieu de la théorie du genre et de la programmation informatique, on apprenait à lire, écrire, compter, penser ? »), au micro de France Inter le 12 septembre, puis dans une nouvelle chronique parue en octobre (« Le genre idéal »).

Les gender studies sont un champ d'études universitaires né dans les années 1960 aux Etats-Unis dans le sillage du mouvement féministe. Notamment représentées par la philosophe américaine Judith Butler, auteur de *Trouble dans le genre*. Le féminisme et la subversion de l'identité (*La Découverte*, 2005), elles visent à distinguer le « genre », c'est-à-dire la construction sociale de l'identité masculine ou féminine (les garçons aiment le bleu, les filles aiment le rose), du sexe physique (des hommes et des femmes).

Une approche qui permet de lutter contre les « stéréotypes de genre » et sur laquelle s'appuie une grande partie des associations qui luttent pour l'égalité.

[Lire sur le sujet : Masculin-féminin : cinq idées reçues sur les études de genre](#)

Le Monde a donc invité Michel Onfray à dialoguer avec Fabienne Brugère, philosophe inspirée par les études de genre, auteur de *Sexe de la sollicitude* (éditions Le Bord de l'eau, 2013) et dont la conférence « Prendre soin de l'autre, un appel lancé à tous », qui devait se dérouler dans le cadre de la journée nationale de formation des délégués diocésains à la pastorale familiale, le 19 mars, a été [annulée par l'épiscopat en raison de ses positions pro-genre](#).

Une controverse entre deux philosophes, qui rappelle [celle qui oppose l'historien Marcel Gauchet à ses jeunes détracteurs des « Rendez-vous de l'Histoire »](#) de Blois.

Pourquoi, Michel Onfray, avoir choisi de dénoncer la théorie du genre comme une « fiction dangereuse », qui fera

d'immenses « ravages », alors que les études de genre sont minoritaires en France et que le gouvernement a renoncé à sa modeste expérimentation des ABCD de l'égalité ?

Michel Onfray D'abord, le fait que des études soient minoritaires n'est pas un argument en matière de dangerosité... Ensuite, ce qui s'avère minoritaire dans le peuple peut devenir majoritaire avec le travail des élites minoritaires, qui, on le sait, n'ont cessé de guider le peuple pour son bien ! Pour le renoncement à la « modeste expérimentation », comme vous dites, j'y vois bien la preuve d'une matière à renoncement ! A savoir, ce qui figurait noir sur blanc dans le texte de la « Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif (2013-2018) », publiée sur le site du ministère de l'éducation nationale, et qui invitait à lutter contre les discriminations sexistes, ce à quoi je souscris bien évidemment, mais avec des instruments clairement identifiés, auxquels je ne souscris pas.

« Les savoirs scientifiques issus des recherches sur le genre, les inégalités et les stéréotypes doivent nourrir les politiques publiques », dit ce texte. Il s'agissait alors de « réaliser un travail de vulgarisation et de diffusion des recherches sur le genre ». Et puis : « La formation des formateurs et des formatrices ainsi que la formation des personnels se destinant à travailler auprès d'enfants, d'adolescents, de jeunes adultes doivent comprendre une formation au genre. » Dans la France centralisée, ce genre de texte est une orientation qui devient idéologie d'Etat. Peut-on encore ne pas souscrire à une idéologie d'Etat ?

Fabienne Brugère La théorie du genre n'existe pas. Il existe des théories du genre, des discussions sur le genre un peu partout dans le monde. Le pluriel est essentiel, car le genre porte des discours sur des thèmes qui vont de l'organisation du monde du travail à la pertinence ou non de l'usage des catégories « femme » et « homme », aux pratiques sexuelles et à leur nouage avec une conception du désir, de l'amour, du couple ou de la famille, et jusqu'à des revendications politiques sur l'égalité des sexes.

Le genre n'est pas primordialement une affaire scientifique, mais une affaire culturelle, sociale, politique... et, j'ose le dire, affective. C'est pourquoi il déchaîne tant les passions dans tous les sens. Et on ne peut pas réduire l'intervention politique sur ces questions à l'application bête et méchante d'une théorie qui, dénommée « la théorie du genre

», n'existe pas.

Les ABCD de l'égalité étaient morts avant même d'être nés, à cause du nom choisi, si politiquement correct. Il aurait fallu plutôt parler d'un programme en faveur de l'égalité de genre. Au moins, il y aurait eu du débat. Après, on a monté en épingle ce choix ministériel - pourtant fait du bout des doigts - et on en a fait une ligne de fracture entre la droite et la gauche. Cette politisation à la petite semaine est très loin de la manière dont les individus vivent les rapports de sexe et leur sexualité. Je ne pense pas pour autant qu'il y ait une idéologie d'Etat, car la seule idéologie de l'Etat aujourd'hui, c'est la financiarisation de nos vies.

Un débat dépassionné sur les études ou les théories du genre est-il possible ?

M. O. La théorie du genre est discutable, à savoir susceptible d'être discutée. Or, elle est présentée comme une science, ce qui est loin d'être le cas pour une idéologie qui procède de constructions théoriques fabriquées avec la pensée française des années 1970. La théorie du genre suppose une négation de la biologie, de la physiologie, de la nature au profit d'un règne sans partage de l'idée, du concept et de la culture. Les uns ont tort d'affirmer que le genre est affaire de culture ; les autres, tort d'affirmer que nous ne serions que biologie, physiologie et nature.

Je renvoie à... Simone de Beauvoir, qui consacre nombre de pages du *Deuxième Sexe* à la physiologie des femmes, notamment les règles, la possibilité d'enfanter, les sécrétions, les humeurs, etc., pour montrer de manière dialectique et non univoque que le genre est affaire d'interaction entre une nature et une culture et non une pure affaire culturelle.

F. B. Les études de genre se sont ancrées dans des lectures américaines du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir après Mai 68. Elles mettent en avant le fait que l'oppression des femmes rejoint d'autres oppressions : celle des homosexuels, des Noirs, des juifs ou des travailleurs pauvres. Elles sont du côté d'une analyse et d'une défense des vies auxquelles on refuse le pouvoir, l'argent, les honneurs et la visibilité sociale.

Ce sont d'abord des traductions françaises aux Etats-Unis d'Amérique (de penseurs aussi divers que Claude

Lévi-Strauss, Michel Foucault ou Julia Kristeva), des idées qui reviennent ensuite en France pour être à nouveau transformées, discutées. C'est un mouvement intellectuel qui invite à la mobilité de la pensée. Effectivement, ce ne sont pas des idées strictement hexagonales, attachées à un terroir, une France imaginaire et éternelle. Elles résistent du coup aux simplifications idéologiques.

Cette querelle du genre est-elle un affrontement générationnel entre une jeune garde et des intellectuels soupçonnés de n'être pas en phase avec les questions de leur époque ?

M. O. Faire de qui ne pense pas comme vous quelqu'un qui peine à penser, c'est interdire toute pensée. Croyez-vous que ne pas penser comme la mode y invite, voire y oblige, c'est peiner à comprendre son époque ? Dans les années 1950, récuser le marxisme au nom du goulag, c'était déjà, selon les arbitres de l'élégance médiatique et mondaine du moment, une incapacité à comprendre l'époque et le nécessaire mouvement de l'Histoire... Cette vieille logique a déjà beaucoup servi, elle n'est jamais à l'honneur de la pensée. Si je règle des comptes, c'est avec la génération qui a sacrifié les enfants du peuple en détruisant les instruments qui leur permettaient de sortir de leur milieu. J'ai consacré un livre à Pierre Bourdieu en 2002, *Célébration du génie colérique* (éditions Galilée). Et je reste fidèle à ce penseur : détruire l'école, c'est détruire un instrument de promotion sociale pour les enfants des classes modestes. Dès lors, il ne reste plus que la jungle dans laquelle seuls les héritiers s'en sortent : la sélection s'effectue désormais par le piston des parents, le copinage, l'entregent et la recommandation. Est-ce mieux ?

F. B. Bien sûr que le phénomène générationnel a son importance. J'appartiens, avec bien d'autres, à la première génération confrontée au chômage de masse, à la précarité, à l'exclusion et à la crise permanente. On ne peut alors qu'être frappé par le désenchantement du monde et constater la fin des grandes utopies, des lendemains qui chantent et autres réjouissances. Du coup, la question de l'émancipation prend une autre tournure.

Dans une société qui laisse de plus en plus de place aux inégalités, où l'éducation scolaire n'empêche pas la reproduction sociale, on sait bien que l'émancipation ne se décrète pas. Les luttes existent, sous des formes plurielles. Mais elles ont du mal à s'organiser, à durer, et la servitude volontaire est un fait des sociétés dites démocratiques. Dès lors, les questions d'individu, de reconnaissance ou d'estime de soi deviennent essentielles.

Comprendre les questions de notre époque, c'est ne pas mettre de côté le fait que les individus se font de moins en moins à travers des identités fixes, des classes sociales ou l'appartenance à une nation. Du coup, ce qu'ils pensent comme leur bonheur privé devient prépondérant. Les questions de désir, de relations amoureuses, de sexualité ou de famille sont alors leur horizon de vie.

Qu'est-ce que serait une véritable philosophie politique de la rébellion aujourd'hui ?

M. O. J'ai démissionné de l'éducation nationale et renoncé à un salaire pour créer une Université populaire, à Caen, en 2002, l'année où Le Pen arrive au second tour de la présidentielle, afin, dans la mesure de mes moyens, de lutter contre les idées du Front national. J'ai également créé une Université populaire du goût que j'anime depuis huit ans. Je fais ma part pour incarner les idées de gauche auxquelles je crois.

Que font ceux qui lâchent les chiens médiatiques contre un tweet et font silence depuis treize ans sur l'Université populaire ou sur les vingt années d'enseignement qui me permettent de dire, pour l'avoir constaté, que l'école a fait faillite et que seuls s'en sortent les enfants des classes aisées ?

Aucun un homme de gauche ne saurait souscrire à ce populicide qui nourrit le FN...

F. B. Le repli sur soi guette nos sociétés. Les intellectuels eux-mêmes y sont confrontés quand ils s'enferment dans des querelles et des positionnements dont le reste du monde n'a rien à faire. La rébellion ? Etre à l'extérieur, hors microcosme et se souvenir que l'on doit se préoccuper de ce qui se passe dans le monde : le virus Ebola en Afrique, la guerre en Irak et en Syrie, etc.

La philosophie est par définition subversive. Elle imagine d'autres scénarios que ceux qui sont mis en oeuvre. En ce sens, elle ne peut s'accorder avec le discours qui dit : « Il n'y a pas d'alternative. » Elle est là pour provoquer les femmes et les hommes politiques, pour leur montrer qu'on peut toujours avoir plus d'imagination, qu'il existe d'autres manières de vivre que celles qui se résument au slogan : « Enrichissez-vous ! »

[Nicolas Truong](#)

Responsable des pages Idées-Débats au Monde.